

COMMUNAUTE DE COMMUNES

SAULIEU-MORVAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération du conseil communautaire n°2025-80

Séance du 15 décembre 2025

Nombre de membres		
afférents	présents	qui ont pris part au vote
30	24	28

Date de la convocation
01/12/2025

Secrétaire de séance
J. VIGUIE

Le quinze décembre deux-mille-vingt-cinq à dix-huit heures trente, le conseil communautaire de la Communauté de communes Saulieu-Morvan s'est réuni sous la présidence de Madame Maryse BOLLENGIER, présidente, à Rouvray.

Etaient présents : A. BAKRY, M. BOLLENGIER, C. CANTALI, F. CAP, A. DETALMINIL, D. DUPUIS, JF. FEVRE, A. GARCET, MC. GENOTTE, F. GUERRIER, JL. JEGOU (1^{er} adjoint V. LOISIER), M. LENOIR, C. LEPEE, P. LOISON, H. LOUIS, M. MAZILLY, MC. OVERNEY, D. PASQUET, JP. QUESTE, D. ROULOT, P. SIMONOT, J. SOILLY, B. TURSIN, J. VIGUIE,

Etaient absents ou excusés : A. FEUCHOT, V. GARNIER, E. LESNIEWSKA-CHOQUET (pouvoir à J. SOILLY), E. MAZILLY (pouvoir à MC. GENOTTE), E. ROSE (pouvoir à P. LOISON), JP. THIVEYRAT (pouvoir à H. LOUIS),

Objet : RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE POUR L'ANNEE 2026

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2023 portant modification des statuts de la communauté de communes Saulieu-Morvan,

Vu l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale qui stipule qu'il appartient au conseil communautaire d'autoriser la Présidente à recruter du personnel pour faire face à un accroissement temporaire et saisonnier d'activité dans les services,

Vu le décret n°2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif, pris pour l'application de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, créant le contrat d'engagement éducatif (CEE),

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 432-1 et suivants et D. 432-1 et suivants,

Vu le décret n° 2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif,

Considérant que le contrat d'engagement éducatif (CEE) est un contrat de travail spécifique destiné aux animateurs et aux directeurs d'accueil collectif de mineurs,

Considérant que les collectivités locales peuvent conclure des CEE,

Considérant que pour bénéficier d'un CEE, il faut justifier du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD),

Considérant que la durée de l'engagement ne peut être supérieure à quatre-vingts jours de travail sur douze mois consécutifs,

Considérant que la rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du SMIC par jour,

Considérant la nécessité de recruter des animateurs durant les vacances scolaires pour le fonctionnement des services enfance jeunesse (centre de loisirs et secteur jeunes) à raison de 48 heures par semaine maximum du lundi au vendredi,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **AUTORISE** la présidente à signer les contrats de travail pour recruter jusqu'à quatre agents pour les « petites vacances » et six agents pour les « grandes vacances d'été » pour le fonctionnement des services enfance et jeunesse,
- **AUTORISE** les agents sous contrat d'engagement éducatif ou, à défaut, en contrat à durée déterminée (CDD) pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité (en application de l'article 3 – 2° de la loi n°84-53 précitée),
- **FIXE** le salaire brut par jour, pour les agents recrutés en CEE à 80€ hors camps et 110€ en période de camps.
- **FIXE** la rémunération des agents recrutés en CDD sur la base d'un IM 366, par référence à la grille indiciaire du grade d'adjoint d'animation territorial,
- **VALIDE** pour les agents recrutés sous contrat d'engagement éducatif, l'organisation des temps de travail et de repos décrite ci-dessus ;

Pour extrait conforme,
La présidente,
Maryse BOLLENGIER



Acte certifié exécutoire

- par affichage le : **1 7 DEC. 2025**



99_DE-021-242101442-20251215-2025_080-DE